

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2024-11 du 30 août 2024

En bref

Énergie

1. Le Népal exportera près de 1 000 MW d'électricité vers l'Inde.
2. Ola Electric annonce vouloir investir 100 M USD pour produire des batteries solides au lithium au Tamil Nadu.
3. Des premiers axes d'amélioration du nouveau programme solaire en toiture lancé début 2024 - PM Surya Ghar Muft Bilji Yojana.

Transports

4. Le ministère des Chemins de fer accélère le déploiement du système Kavach sur ses lignes pour améliorer la sécurité ferroviaire en Inde.
5. Le cabinet du Premier ministre approuve le développement de huit projets de corridors routiers nationaux à grande vitesse pour un coût de 6 Mds USD.

Ville

6. Le programme *Namami Gange*, pour le nettoyage du fleuve et de ses affluents, prend du retard.
7. Le gouvernement indien approuve des projets de métro à Bangalore, Thane et Pune.

8. La société civile s'oppose à un prêt de la Banque Mondiale pour la construction d'incinérateurs pour la valorisation énergétique des déchets au Gujarat.

Environnement

9. Les villes du nord-est de l'Inde et du Bangladesh font face à des inondations meurtrières.
10. L'Uttarakhand et les Etats du sud de l'Inde sont les plus avancés du pays pour l'atteinte des objectifs de développement durable de l'ONU.
11. Le ministère des Sciences de la Terre ne souhaite pas inclure les vagues de chaleur extrême au système de compensation financière indien.
12. L'Inde désigne trois nouveaux sites Ramsar.

Numérique

13. HCLSoftware souhaite racheter 24 M EUR la start-up française de gestion de données Zeenea.
14. Bharti rachète les parts d'Altice UK dans l'opérateur anglais de télécommunications BT.
15. Le gouvernement a diffusé une deuxième version de la Broadcast Bill pour réguler les influenceurs, avant de la retirer des consultations publiques face aux critiques.

Énergie

Le Népal exportera près de 1 000 MW d'électricité vers l'Inde

L'Inde a récemment accordé au Népal une autorisation supplémentaire pour exporter 251 MW d'électricité, portant la capacité totale des exportations népalaises vers l'Inde à près de 1 000 MW. Cette décision a été prise suite à la visite du Ministre Népalais des Affaires étrangères, Arzu Rana Deuba, en Inde, et à sa rencontre avec son homologue indien, S. Jaishankar.

Le Népal, qui exportait déjà 690 MW d'électricité provenant de 16 projets hydroélectriques, augmentera désormais ses exportations à 941 MW grâce à 28 projets. Cette annonce s'inscrit dans le cadre du *India-Nepal Power Pact* signé en janvier 2024, un accord majeur qui prévoit l'achat par l'Inde de 10 000 MW d'énergie hydroélectrique du Népal sur une période de 25 ans.

Depuis 2021, le Népal, a une production annuelle d'électricité excédentaire par rapport à sa consommation domestique, grâce à la mise en service du projet hydroélectrique Upper Tamakoshi de 456 MW.

[En savoir plus](#)

Ola Electric annonce vouloir investir 100 M USD pour produire des batteries solides au lithium au Tamil Nadu.

Ola Electric, leader indien des deux-roues électriques, a annoncé un investissement de 100 M USD dans la construction d'une gigafactory de batteries solides au lithium à Pochampalli, Tamil Nadu. Cette annonce s'inscrit dans la stratégie d'Ola Electric de maîtriser la production des batteries, qui représentent une part importante de la valeur ajoutée des deux roues-électriques, et de la localiser en Inde.

Début 2024, Ola Electric a lancé en phase de test la production de batteries lithium-ion dans son usine au Tamil Nadu. La capacité de production initiale est de 5 GWh, avec un objectif d'atteindre 20 GWh. Près de 100 M USD ont déjà été investis dans cette première phase. Pour ce projet, l'entreprise bénéficie d'incitations à la production locale dans le cadre du *Production-linked incentives* dédié aux batteries de technologie avancée. Ola Electric serait en mesure dès 2025 de disposer d'une production à une échelle commerciale de batteries Li-ion qui seront intégrées dans ses deux-roues électriques. Actuellement, Ola Electric se fournit en Corée du Sud et en Chine pour ses batteries.

Avec cette nouvelle annonce sur la technologie de batteries solides, le groupe se positionne sur des technologies moins matures que les batteries Li-ion mais qui ne sont pas confrontées aux mêmes défis de sécurité, comme l'a montré l'explosion d'une usine de batteries Li-ion en Corée du Sud en juin dernier. De plus, les scooters électriques d'Ola ont suscité des inquiétudes après plusieurs incendies survenus entre 2022 et 2023.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Des premiers axes d'amélioration du nouveau programme solaire en toiture lancé début 2024 - PM Surya Ghar Muft Bilji Yojana

Le programme PM Surya Ghar Muft Bilji Yojana, lancé le 29 février 2024, a vocation à offrir une électricité gratuite ou à faible coût à 10 millions de ménages indiens, avec jusqu'à 300 kWh gratuits par mois en couvrant jusqu'à 60 % du coût des installations photovoltaïques. Doté d'un budget de 750 Mds INR (8,9 Mds USD), il ambitionne de produire 1 TWh d'énergie renouvelable sur 25 ans (durée de vie estimée des panneaux solaires).

Ce programme fait suite à la Phase II du programme "Grid Connected Rooftop Solar" du Ministère des énergies nouvelles et renouvelables indien, dont les fonds seront transférés au PM Surya Ghar Muft Bilji Yojana en plus de l'enveloppe budgétaire dédiée. Environ un million de demandes ont été déjà déposées mais ce chiffre ne donne pas d'indication véritable sur la mise en œuvre effective du programme. Par exemple, dans le Maharashtra, seulement 7 % des demandes ont été converties en installations réelles.

Certains experts du secteur identifient des axes d'amélioration au programme. Le nouveau dispositif devait davantage cibler les ménages les plus défavorisés que le précédent programme mais les demandes déposées sur la plateforme sont concentrées sur des puissances supérieures à celles consommées par ces ménages défavorisés. Un programme dédié à des installations solaires qui agrègent la demande de plusieurs ménages pourrait être plus efficace pour cibler ces ménages. PM Surya Ghar Muft Bilji Yojana repose sur un système de net metering, qui exacerbe les difficultés financières des opérateurs de distribution d'électricité (*discoms*). Un volet stockage au dispositif est nécessaire pour assurer la viabilité économique de l'écosystème dans son ensemble. Les subventions versées dans le cadre du programme devraient être conditionnées à une performance des installations pour s'assurer de la qualité des projets. Enfin, le pays ne dispose pas d'un cadre réglementaire sur la sécurité suffisant pour ces installations de solaire en toiture.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Transports

Le ministère des Chemins de fer accélère le déploiement du système Kavach sur ses lignes pour améliorer la sécurité ferroviaire en Inde

Pour renforcer la sécurité des trains, le Ministère des chemins de fer indien dispose d'un budget de 11,1 Mds INR (environ 134 M USD) pour l'exercice 2024-25 pour le déploiement du système de Protection Automatique des Trains (ATP) Kavach. Ce système de conception indienne permet d'améliorer la sécurité des trains en déclenchant automatiquement le freinage en cas de non-respect des limitations de vitesse ou en cas de conditions météorologiques difficiles.

Actuellement opérationnel sur plus de 1 465 kilomètres de voies et 144 locomotives, Kavach devrait bientôt s'étendre aux corridors clés tels que Delhi-Mumbai et Delhi-Howrah. Cette décision survient après plusieurs accidents, dont la collision du 17 juin 2024 entre le Kanchanjunga Express et un train de marchandises au Bengale occidental, qui a causé 15 décès et plus de 60 blessés. L'absence du système Kavach sur la voie où s'est produit l'accident a été identifiée comme un facteur contribuant à ce dernier.

Avec des projets pour équiper 10 000 locomotives et couvrir 9 000 kilomètres de voies dans les années à venir, Indian Railways s'engage à accélérer le déploiement de ce système. Les spécifications de Kavach 4.0 ont été approuvées et les essais pour les approbations des fabricants d'équipements originaux (OEM) sont en cours. Ce développement s'inscrit dans les objectifs nationaux de développement des infrastructures et d'autosuffisance technologique.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le cabinet du Premier ministre approuve le développement de huit projets de corridors routiers nationaux à grande vitesse pour un coût de 6 Mds USD

Le comité du Cabinet chargé des affaires économiques, présidé par le Premier ministre Narendra Modi, a approuvé le développement de huit projets de corridors routiers nationaux à grande vitesse. Ces projets s'étendent sur un linéaire de 936 km et représentent un coût estimé à 507 Mds INR (soit 6 Mds USD). Ils concernent les Etats de l'Uttar Pradesh, le Madhya Pradesh, le Chhattisgarh, le Maharashtra et l'Assam. Ces corridors permettront d'améliorer l'efficacité logistique, de réduire la congestion et de renforcer la connectivité dans tout le pays. Ils devraient générer environ 4,42 M d'emplois directs et indirects.

Cette décision s'inscrit dans une tendance plus large d'augmentation du linéaire du réseau autoroutier national et de son rythme de croissance au cours de la dernière décennie. Le développement de corridors plutôt que de projets individuels témoigne d'une volonté de planification plus stratégique.

[En savoir plus](#)

Ville

Le programme *Namami Gange*, pour le nettoyage du fleuve et de ses affluents, prend du retard

Depuis 2015, la *National Mission for Clean Ganga* (NMCG) met en œuvre le programme *Namami Gange* pour diminuer les niveaux de pollution et régénérer le fleuve Gange et ses affluents. Au sein de ce programme-phare du gouvernement indien, les projets d'infrastructures d'assainissement représentent la majorité des projets et plus de 80 % des dépenses réalisées.

Le chef de la NMCG s'est inquiété du retard pris dans l'exécution des projets par les différents États, et notamment l'Uttar Pradesh. Sur les 375 Mds INR (environ 4,5 Mds

USD) de projets approuvés, seuls 180 Mds INR (soit 2 Mds USD) ont été exécutés à la mi-2024.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

Le gouvernement indien approuve des projets de métro à Bangalore, Thane et Pune

Le cabinet du Premier ministre a approuvé les projets de métro proposés par le ministère du Logement et des Affaires urbaines (MoHUA) pour les villes de Bangalore (Karnataka), Thane et Pune (Maharashtra), représentant un coût de plus de 340 Mds INR (soit plus de 4 Mds USD).

La phase 3 du métro de Bangalore, d'un montant de 156 Mds INR (1,8 Md USD), prévoit la construction de 31 nouvelles stations et de deux nouveaux corridors d'un linéaire de plus de 45 km. Ce projet permettra d'améliorer la connectivité dans l'ouest et le sud-ouest de Bangalore et de mieux desservir les hubs universitaires, des zones commerciales et des sites industriels auparavant largement sous-desservis.

Le métro de Thane permettra de réaliser une rocade de 29 km autour de la ville avec la construction de 22 stations, pour un coût de 122 Mds INR (1,5 Md USD) également réparti entre le gouvernement central et celui du Maharashtra, ainsi qu'avec l'aide de financements bilatéraux. Le projet devrait faciliter le trajet de milliers de pendulaires, notamment des étudiants, décongestionner la ville et promouvoir un mode de transport durable.

Le troisième projet approuvé est l'extension de la phase 1 du métro de Pune avec la construction de trois stations souterraines et de 5,5 km de voies sur la ligne 1-B de la ville. Le projet, financé par le gouvernement indien, celui du Maharashtra et des agences de financement bilatérales, coûtera environ 29,5 Mds INR (352 M USD) et devrait être mis en service en février 2029.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

La société civile s'oppose à un prêt de la Banque Mondiale pour la construction d'incinérateurs pour la valorisation énergétique des déchets au Gujarat

174 organisations de la société civile, locales et internationales, ont adressé une demande écrite au conseil d'administration de la Banque mondiale pour lui demander de refuser un prêt destiné à des projets de valorisation énergétique des déchets dans l'Etat du Gujarat. La valorisation énergétique consiste à récupérer et à valoriser l'énergie produite lors du traitement des déchets sous forme de chaleur, d'électricité ou de carburant. Ces organisations soulignent que les études d'impact environnemental et social associées à ces projets sont insuffisantes et enfreignent à la fois les normes de performance de la Société financière internationale (SFI), la branche privée de la Banque mondiale, et les lois environnementales indiennes. En particulier, elles remettent en cause la classification du risque des projets en catégorie B et soulignent les impacts environnementaux : les six incinérateurs prévus brûleraient 3 750 tonnes de déchets par jour, produisant des émissions de CO2 comparables à celles de 1,8 M de voitures, selon les données d'un projet déjà opérationnel depuis 2021 à Jamnagar (Gujarat).

[En savoir plus](#)

Environnement

Les villes du nord-est de l'Inde et du Bangladesh font face à des inondations meurtrières

Après les glissements de terrain qui ont causé plus d'une centaine de morts au Kerala le 30 juillet, l'Inde a subi d'importantes inondations au mois d'août, principalement dans le nord-est du pays. La catastrophe a fait plus de 30 morts et plus de 150 000 personnes déplacées dans des camps d'urgence.

L'est du Bangladesh a également été touché par les pluies et la montée des eaux en amont de l'État de Tripura. La capitale Dhaka et la ville portuaire de Chattogram ont dû faire face à de nombreuses destructions d'infrastructures de transport, d'énergie et de communication, ralentissant les interventions des services de secours.

Alors que les deux pays doivent faire face à de lourdes conséquences, de nombreux Bangladais accusent l'Inde d'être à l'origine de ces inondations, affirmant que l'Inde aurait ouvert les vannes d'un barrage sur la rivière Tripura, provoquant ainsi des inondations soudaines au Bangladesh. Le ministère des Affaires Étrangères indien a démenti officiellement cette affirmation.

Les pluies intenses de la mousson se poursuivent en Inde avec de nouvelles inondations meurtrières dans l'État du Gujarat dans l'ouest du pays.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Le ministère des Sciences de la Terre ne souhaite pas inclure les vagues de chaleur extrême au système de compensation financière indien

Le ministère des Sciences de la Terre a informé la Lok Sabha, la chambre basse du Parlement indien, que les vagues de chaleur extrême ne sont pas à considérer comme des catastrophes naturelles éligibles pour une aide financière dans le cadre de la 15e Commission des Finances. Selon le ministère, les décès dus aux vagues de chaleur diminuent grâce à une meilleure prévision météorologique.

La liste des catastrophes actuellement éligibles pour bénéficier du Fonds National de Réponse aux Catastrophes (NDRF) et du Fonds d'Intervention pour les Catastrophes au niveau des États (SDRF) comprend 12 types de catastrophes : les cyclones, les sécheresses, les tremblements de terre, les incendies, les inondations, les tsunamis, les tempêtes de grêle, les glissements de terrain, les avalanches, les éclairs, les attaques de nuisibles et les vagues de froid. Toutefois, les États peuvent utiliser jusqu'à 10 % de leur allocation annuelle du SDRF pour fournir une aide immédiate aux victimes de catastrophes qu'ils considèrent comme pertinentes localement, même si elles ne figurent pas sur la liste centrale. Les rapports du ministère de l'Intérieur révèlent que les décès dus aux vagues de chaleur ont fluctué depuis cinq ans entre 374 décès en 2021 et 1274 en 2019.

En parallèle, la ministre des Finances a annoncé une aide financière pour les États du Bihar, de l'Assam, de l'Himachal Pradesh, de l'Uttarakhand et du Sikkim en raison des

dommages causés par les inondations et d'autres catastrophes naturelles. Ces événements climatiques ont entraîné de nombreux décès et déplacements de populations, nécessitant une enveloppe budgétaire supplémentaire pour les régions touchées.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

L'Inde désigne trois nouveaux sites Ramsar

Le ministre de l'Environnement a annoncé l'ajout de trois nouveaux sites à la liste des zones humides, portant le total à 85 sites Ramsar dans le pays. L'Inde a ratifié la Convention Ramsar de conservation des zones humides en 1982. Cette convention vise à freiner la disparition des zones humides et à promouvoir leur gestion durable.

Les nouveaux sites Ramsar incluent la réserve ornithologique de Nanjarayan (125 865 hectares) et de Kazhuveli (5 151,2 hectares) dans l'État du Tamil Nadu, ainsi que le réservoir de Tawa dans l'État du Madhya Pradesh.

La réserve ornithologique du lac de Nanjarayan est essentielle pour la biodiversité locale. Elle héberge environ 191 espèces d'oiseaux, 87 espèces de papillons, et plusieurs autres espèces de faune et de flore. Ce lac joue un rôle crucial dans l'alimentation et la nidification des oiseaux locaux et migrateurs, ainsi que dans la recharge des nappes phréatiques.

La réserve ornithologique de Kazhuveli, un lac saumâtre situé sur la côte de Coromandel, est un site-clé pour les oiseaux migrateurs et les espèces locales, tout en servant de zone de reproduction pour les poissons et de recharge pour les aquifères. Il abrite aussi des mangroves dégradées.

Le réservoir de Tawa, construit à la confluence des rivières Tawa et Denwa, est un site important pour la faune et la flore aquatique. Il s'agit du plus grand espace protégé du Madhya Pradesh abritant de nombreuses espèces menacées.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Numérique

HCLSoftware souhaite racheter 24 M EUR la start-up française de gestion de données Zeenea

HCLSoftware, une division de HCLTech a annoncé le 9 août son intention d'acquérir la start-up française Zeenea basée à Paris pour 24 M EUR, la transaction devrait être effective d'ici à septembre 2024. Fondée en 2017, Zeenea, possède des filiales en Belgique et aux États-Unis. La start-up propose à ses clients (entreprises) une solution SaaS basée sur le Cloud qui prend en charge les applications de gestion des métadonnées depuis la recherche et l'exploration jusqu'au catalogue de données, au lignage, à la gouvernance et à la conformité aux réglementations existantes.

L'objectif de cette acquisition est d'améliorer les capacités de HCLSoftware en matière d'IA générative (GenAI) et d'ingénierie des données et s'inscrit dans la

continuité de l'acquisition en 2021 d'Actian, une autre plateforme de données. Avec ces deux plateformes, HCLSoftware souhaite ainsi offrir une gamme complète de solutions d'analyse de données pour leurs clients.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Bharti rachète les parts d'Altice UK dans l'opérateur anglais de télécommunications BT

Bharti Global, la branche d'investissement international du conglomérat indien Bharti Enterprises, va racheter à Altice UK une participation d'environ 24,5 %, ce qui représenterait 4 Mds USD, dans BT Group. Cette dernière est la plus grande entreprise britannique de télécommunications. Cette transaction permettra à M. Patrick Drahi, patron fondateur d'Altice, de contribuer à réduire l'endettement de son groupe Altice, qui était jusqu'alors le principal actionnaire de BT.

Bharti et BT sont en relation depuis plus de 20 ans. En 1997, BT avait en effet acquis une participation de 21 % dans Bharti Airtel.

Bharti espère que cet investissement contribuera à créer de nouvelles synergies dans le secteur des télécommunications entre l'Inde et le Royaume-Uni dans les domaines tels que l'IA et la R&D sur la 5G.

Bharti est également depuis septembre 2023 l'actionnaire principal de l'entreprise française Eutelsat (24 %), opérateur de satellites utilisés pour des services de télécommunication (télévision, internet...).

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le gouvernement a diffusé une deuxième version de la Broadcast Bill pour réguler les influenceurs, avant de la retirer des consultations publiques face aux critiques

Le Ministère de l'Information et de la Radiodiffusion a rédigé un projet de loi sur les services de radiodiffusion, destiné à remplacer la loi de 1995 sur les réseaux de télévision. Ce nouveau texte pourrait conduire à considérer les influenceurs et les comptes de médias sociaux qui produisent du contenu, discutent des affaires courantes ou des nouvelles en ligne comme des « organes de diffusion d'informations numériques », une catégorie qui n'existait pas auparavant.

Une première version de ce projet de loi (« Broadcasting Services Regulation ») avait été soumise à la consultation publique en novembre 2023. Le projet de loi visait à réglementer les services par contournement (over-the-top service, OTT en anglais) tels que les plateformes de streaming et les applications de communication en créant un comité d'évaluation du contenu de ces plateformes. Par ailleurs, cette première version proposait une classification des créateurs de contenu en ligne, non associés aux médias traditionnels ou aux médias numériques enregistrés, les soumettant potentiellement aux obligations imposées aux plateformes de diffusion en continu. Cette approche avait suscité des inquiétudes.

Le problème que posait le projet en 2023 était définitoire, et cette nouvelle version de 2024 tente d'y remédier. Elle définit désormais le terme « professionnel » comme toute personne engagée dans des activités systématiques ou structurées, et élargit la définition de « radiodiffusion » et des « programmes d'information et d'actualités »

pour inclure le contenu textuel, permettant ainsi de couvrir l'ensemble des contenus en ligne liés à l'actualité, en plus des formats traditionnels.

Cette deuxième version a fait l'objet de vives critiques, ce qui a conduit le Ministère de l'Information et de la Radiodiffusion à retirer finalement le projet de loi de la consultation publique.

Ces mises à jour visent à garantir un cadre réglementaire indien en phase avec l'évolution du paysage des médias numériques, mais soulèvent des questions quant à leur future utilisation par les pouvoirs publics.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>